



BUDGET 2027 : LES MINISTÈRES SOCIAUX UNE NOUVELLE FOIS SACRIFIÉS

Après trois années consécutives de baisse des moyens, le Gouvernement prépare une nouvelle réduction des crédits consacrés aux politiques publiques du travail et de l'emploi.

Le Gouvernement a présenté ses orientations budgétaires pour le projet de loi de finances pour 2027. Les premières annonces sont préoccupantes : **la mission « Travail - Emploi » pourrait perdre 1,9 milliard d'euros supplémentaires** venant s'ajouter aux 5 milliards d'euros de crédits supprimés entre 2024 et 2026.

Pour l'UNSA ITEFA, ces réductions successives ne relèvent plus de simples ajustements budgétaires. Elles traduisent un désengagement progressif de l'État à l'égard des politiques publiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et des services chargés de les mettre en œuvre.

Le Gouvernement affirme faire de l'emploi une priorité nationale tout en réduisant les moyens du ministère chargé de conduire cette politique. Il annonce vouloir renforcer la prévention des accidents du travail tout en diminuant les moyens des services de contrôle. Il réaffirme l'importance de la formation professionnelle alors que les crédits qui lui sont consacrés poursuivent leur diminution.

Parallèlement, si certaines dépenses de solidarité progressent sous l'effet des prestations sociales, les moyens humains et budgétaires des services chargés d'accompagner les usagers et de mettre en œuvre ces politiques continuent de se contracter. Cette évolution interroge la capacité de l'administration à répondre durablement aux besoins des citoyens.

Toujours plus de missions, toujours moins de moyens : cette contradiction fragilise les services, dégrade les conditions d'exercice des agents et affecte la qualité du service public.

Cette incohérence se retrouve également dans la politique de ressources humaines du ministère. Alors que les besoins en compétences et en effectifs ne cessent de croître, les non-titularisations d'inspecteurs du travail stagiaires interrogent sur la cohérence d'une politique qui investit dix-huit mois dans une formation exigeante avant de fragiliser l'attractivité du métier et le renouvellement du corps.

L'UNSA ITEFA demande :

- le rétablissement des crédits de la mission Travail et Emploi,
- l'arrêt des suppressions d'effectifs,
- une politique ambitieuse en faveur de la formation professionnelle et de l'accompagnement des publics,
- une reconnaissance des agents à la hauteur des missions qui leur sont confiées.

Les ministères sociaux ne peuvent demeurer la variable d'ajustement des finances publiques. Sans moyens humains et budgétaires à la hauteur des missions confiées, il ne peut y avoir ni politique de l'emploi efficace, ni prévention durable des risques professionnels, ni service public de qualité au bénéfice des citoyens.